

Interventions au CN des 13 et 14 octobre

Frédéric Boccara

Intervention 1 vendredi 13 octobre : débat sur la situation politique

(NB D'une part, à la suite des différentes interventions, le texte de résolution sur la campagne nationale a été sensiblement remanié largement dans le sens préconisé ici par mon intervention, sans que toutefois un certain nombre de limites politiques majeures ne soient levées, d'autre part la mise au propre de mon intervention orale m'a amené à compléter et clarifier certains points dans la version ci-dessous)

Oui, il faut sortir de l'immobilité face à Macron et à ce qu'il fait. Ce n'est pas faute de l'avoir dit, pour ma part, depuis plusieurs mois.

Que viser ?

Il faut (1) dénoncer ce qui est fait (2) donner un sens à ce que fait Macron, en apportant notre propre éclairage et nos explications utiles au mouvement et aux gens (3) mettre en avant ce qui doit, et peut, être fait à la place, ce qui renvoie à nos propositions alternatives (4) prendre une initiative politique, vis à vis des forces politiques et des citoyens.

Nous avons la responsabilité d'avancer sur le sens de ce qui se joue et sur les solutions car il n'y a pas de spontanéité des masses.

Dénoncer

Il ne s'agit pas seulement des riches, mais du capital, du capital financier et de ses pouvoirs. Montrer comment tout cela enfonce dans la crise, appauvrit, précarise et n'est pas au niveau des enjeux nouveaux, modernes, technologiques (révolution informationnelle), écologiques, sociaux et sociétaux. Il faut porter la modernité et ne pas s'en tenir à des simplismes

Sens

Ils sont en réalité inquiets. Il s'agit de Macron, avec la techno-finance au pouvoir, mais aussi du grand capital.

a – **La suraccumulation financière.** Ils sont inquiets car la suraccumulation financière de capital s'envenime comme jamais et menace d'éclater. Il n'y a qu'à voir les toutes récentes déclarations du FMI. Une nouvelle crise financière leur pend au nez, et nous touchera bien entendu. Ils ont donc besoin d'aller très vite et de renforcer la baisse du coût du travail et celle des dépenses publiques ou sociales pour leurs profits et pour alimenter l'accumulation, mais aussi dans une fuite en avant pour éviter la suraccumulation financière.

b – **Le nouveau.** La révolution informationnelle, écologique et celle sociétale ou anthroponomique (montée du hors travail, exigence d'autonomie, nouvelles relations parentales et de genre). Tout cela les inquiète car peut mettre en cause leur domination et fragilise leur position concurrentielle. Ce « nouveau monde » qui frappe à la porte, ils tentent de le traiter à la manière du « vieux monde », dont ils sont les représentants et les fondés de pouvoir. Ils traitent cela de façon conservatrice – conserver les rapports sociaux de la domination du capital et du libéralisme, voire les exacerber. Mais avec une apparence de nouveauté.

Par exemple, traiter l'aspiration à l'autonomie en développant le statut « d'indépendant » avec ses libertés relatives d'action, particulièrement pour permettre l'innovation et l'agilité, mais en maintenant la domination économique, celle des grands groupes et donneurs d'ordre sur les indépendants, celle du risque de précarité et de chômage.

c – Ils sont inquiets car **les fonds sont insuffisants** pour réaliser les avances dont ils ont besoin pour la course concurrentielle et technologique. Or ils ont choisi de se soumettre à la domination du capital financier, et d’y soumettre aussi les banques.

Il leur faut alors aller très fort sur l’attractivité en faveur du capital financier et des « réformes » structurelles anti-sociales. Du point de vue géostratégique, ils cherchent le « parapluie » du capital allemand et à verrouiller la gouvernance des multinationales avec lui, quitte à lui donner les clés du camion – capital allemand lui aussi en réalité de plus en plus cosmopolite et sous domination d’un capital très financiarisé (fonds de pension, etc.). De façon complémentaire, et cherchant des compensations (bien illusoire), ils gardent un certain contrôle sur le militaire. Et ils impulsent une nouvelle phase fédéraliste – phase, dont semble-t-il même l’Allemagne ne veut pas.

Que mettre en avant ?

Les camarades intervenus pour proposer d’impulser dans la durée une campagne sur le coût du capital ont raison. On doit inclure la dénonciation du « coût du capital » mais aussi du *pouvoir* du capital sur l’utilisation de l’argent.

Nous ne pouvons pas mener 50 campagnes, ni des campagnes qui ne tiendraient pas dans la durée. Il nous faut mettre avant deux jambes : l’austérité (services publics, collectivités territoriales, budget national, logement) et l’emploi-code du travail (avec les lois (anti-)travail XXL, qui couvrent non seulement les ordonnances mais aussi les projets qui viennent de sortir sur la formation professionnelle, l’assurance chômage, etc.).

Alternative

En positif, il ne s’agit pas que de faire reculer le coût du capital et son pouvoir sur l’utilisation de l’argent... il s’agit de conquérir des pouvoirs nouveaux sur l’argent et son utilisation pour servir d’autres buts, pour d’autres dépenses d’efficacité et de développement. Cela concerne à la fois les entreprises (code du travail, Alstom, STX, ...) dominées par le profit et le budget, les services publics (incluant le logement social) soumis à une fiscalité et à une BCE en faveur du capital et des marchés financiers.

Initiative « progrès social » ?

L’initiative proposée s’intitule « un nouveau progrès social ». C’est un objectif flou, peu parlant dans le paysage politique. En soi, il ne fâche d’ailleurs pas grand monde... Même Macron prétend rechercher un nouveau progrès social. Il nous faut désigner un ennemi et donner du sens.

Pourquoi ne pas retenir comme intitulé de la campagne « Libérer le progrès social de la domination du capital » ?

Actuellement l’initiative évite les deux questions majeures de la Sécurité d’emploi et de formation (la S.E.F.) et de la BCE. Or nos propositions sont fondamentales. Pas seulement parce que ce sont les nôtres, mais parce qu’elles peuvent aider le mouvement.

Le texte proposé (qui n’a d’ailleurs pas été distribué au CEN) ne peut pas mettre de côté à ce point les propositions du Parti.

Il faut jouer collectif ! C’est ce que nous avons fait, pour notre part, avec les camarades de la section économique en élaborant la lettre de Pierre Laurent interpellant le Premier ministre sur Alstom. Et cette lettre a porté, a bénéficié à l’ensemble du parti et surtout à la bataille des travailleurs.seuses d’Alstom.

Rassemblement politique et crise de la gauche

Il faudrait une campagne d'explications et une campagne portant nos propositions à connaissance. Il faut s'outiller collectivement, s'affûter même.

Or on nous propose à nouveau de faire remplir des cahiers... moins d'un an après la « grande consultation citoyenne » sur les propositions ?! Cela n'est pas très sérieux. Nos initiatives doivent donner un sens et mobiliser.

Il ne faut pas laisser le champ libre aux populismes, ni aux récupérations réformistes de conciliation de classe.

Nous devons inclure dans notre initiative une interpellation des forces politiques de progrès et de gauche. Pas seulement pour débattre d'alternatives. Mais pour les mettre face à leur responsabilité : prendront-elles leurs responsabilités pour enfin s'en prendre à cette grande question des pouvoirs sur l'argent ? Bref, lutter vraiment contre « la finance ».

Organisation

Il faut un matériel, conçu collectivement pour être le plus efficace et le plus juste. Il faut engager immédiatement, sur ces deux axes de propositions (SEF et austérité-BCE), des meetings (avec des explications et des propositions apportées par les dirigeants communistes). L'Huma pourrait prendre un à un les chantiers de la SEF (l'Appel lancé par un large collectif en a dénombré 8) et les chantiers de l'austérité. Chacun pourrait faire l'objet d'une table-ronde par semaine et d'un dossier. La table-ronde mettant en débat les apports communistes avec d'autres apports, du mouvement social et/ou d'intellectuels. Des petites vidéos web pourraient nourrir tout cela !

Il faut aussi s'appuyer sur l'Appel « Contre les ordonnances, Pour un autre agenda pour l'emploi et le code du travail ». Il n'a toujours pas été publié par l'Huma : son contenu et la diversité de ses signataires restent donc inconnus. Pourquoi cette sorte d'ostracisme ? Pourtant, nous en sommes déjà à plus de 600 signataires [675 au 16 octobre]. Il rassemble un éventail très large : de la sociologue Dominique Méda ou de Willy Pelletier (Copernic), jusqu'à nous ; tout en passant par les juristes liés à E. Dockès (Morgan Sweeney), l'économiste François Morin, la juriste Marie-Laure Morin – ancienne membre de la cour de cassation ! – le président du collectif Roosevelt, ainsi que Claude Debons (ancien dirigeant du PG dont il a été co-fondateur), Jacques Pasquier, de la Confédération paysanne, la Présidente de l'Unef, Lilâ Lebas, en tant que telle, la JOC (tout son secrétariat national en tant que tel), des dirigeants de la CGT (par exemple Sophie Binet, Marie-Jo Kotlićki et Benjamin Amar), de nombreux adhérents de la FSU, etc.

Sans attendre le 3 février, c'est une initiative par région qu'il nous faut tout de suite programmer pour élaborer une plate-forme donnant une cohérence. Pas traiter d'un côté le code du travail, et de l'autre traiter l'austérité, puis ensuite chacune des autres attaques, pas traiter 50 choses, mais chercher une cohérence de réponse à partir de deux lignes de forces, voire trois.

C'est cela qui peut permettre une unification et une convergence solide du mouvement. Nous devons sortir des sables mouvants et de l'agitation, synonymes d'immobilisme.

Intervention 2 - samedi 14 octobre - débat sur le congrès

1. Raisons profondes du congrès

Il est important de ne pas perdre de vue les raisons profondes du congrès. C'est d'abord à cause d'un échec politique majeur, avec un risque d'effacement du PCF malgré le maintien de nos deux groupes parlementaires. Cela nécessite de faire le bilan de notre récente décision de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle, ainsi qu'un bilan sur une période plus longue.

C'est aussi de faire une analyse de la période politique présente : Macron, la crise de la social-démocratie (dont la montée de la FI est un élément), la crise économique. Mais aussi les potentiels.

C'est aussi projeter l'avenir du PCF.

C'est enfin le renouvellement de nos directions, pour des directions « qui y croient », qui croient au PCF, au combat communiste et à nos idées.

Ce congrès est extraordinaire parce que la date en est avancée par rapport à la date normale. Mais il doit l'être aussi dans le sens où il doit permettre d'unir les communistes véritablement, non pas sur une base de collage de mots et d'assemblages de formules. Et il doit permettre un débat franc et clair.

2. Le texte de préparation du congrès

Il faut un texte à amender et les « chantiers du congrès » ne doivent pas retarder la mise à disposition d'un texte aux communistes.

L'expression de la base communiste, des militants des sections et des cellules (lorsqu'il en existe) doit se faire et remonter. Et il est nécessaire que la direction nationale s'exprime par un texte soumis à l'analyse des communistes et à amendement. Les communistes doivent avoir le temps de s'appropriier le texte, de le lire, de le discuter, de formuler des amendements. Il faut donc que ce texte arrive tôt.

Les chantiers, tels qu'ils sont conçus, consistent à ce qu'il n'y ait pas de texte d'orientation produit par la direction nationale, mais à s'engager dans un long processus prétendument « collaboratif » (comme les démarches managériales que nous vivons dans les entreprises) donnant l'impression que le texte est écrit par les militants (« la base »). Mais la logique de fond est donnée d'emblée par la structuration en chantiers, à commencer par le fait de découper en morceaux l'élaboration d'un texte qui « guide » l'ordre du jour. Cette logique opacifie, en outre, les processus de modification et les arrêtes des débats qui ont lieu, même s'il est enveloppé dans des outils modernes de type « wiki » etc. Enfin, qu'est-ce qui assure que cette logique ne va pas surtout servir de levier pour retarder le congrès ?

Bien sûr, les statuts seront respectés. Mais le texte d'orientation sera donc publié au dernier moment.

Cela pose problème : mettre en œuvre ces chantiers revient donc à décider de retarder le plus tard possible (dans la limite des délais statutaires) la mise à disposition d'un texte et son appropriation par les communistes. Tout autre chose serait la mise en place de « chantiers »,

mais d'une autre nature, recueillant les amendements et avis des communistes sur un texte d'orientation publié bien en amont par la direction nationale.

Comme direction nationale, nous avons à la fois la charge de nous exprimer par un texte fourni à discussion et amendement des communistes, et nous avons la charge d'organiser l'expression la plus large et la plus libre des communistes. A commencer par celle des animateurs de section le 18 novembre.

3. La méthode de préparation du congrès et du 18 novembre

- Les animateurs de section doivent maîtriser l'assemblée du 18 novembre.

- L'assemblée ne peut se voir décider les « chantiers » et décider sans s'en apercevoir que le texte d'orientation du congrès sera disponible tardivement. La direction nationale doit être chargée de produire un seul texte d'orientation et dans des délais raisonnables.

- La commission qui est proposée, que vient d'être élargie et dans laquelle on me propose de siéger, doit avoir un rôle plus clairement identifié et doit porter un nom

- Il faut clarifier le rôle du questionnaire qui tout en fournissant un éclairage utile ne peut déterminer l'ordre du jour du congrès